

PREFECTURE D'INDRE-ET-LOIRE

ARRÊTÉ

DIRECTION
DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES
ET DE L'ENVIRONNEMENT

BUREAU DE L'ENVIRONNEMENT

autorisant M. Alain HUCHOT à exploiter un
élevage avicole de 22.500 dindes et dindons de
chair à NEUILLE PONT PIERRE, au lieu-dit
"Les Aubépins".

CR/CF

N° 14 333

LE PREFET D'INDRE-ET-LOIRE,

- VU la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 modifiée relative aux installations classées pour la protection de l'environnement
- VU la loi n° 92-3 du 3 janvier 1992 sur l'eau et ses décrets d'application
- VU le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié pris pour l'application de la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976
- VU la déclaration effectuée le 12 avril 1994 par M. Alain HUCHOT relative à l'exploitation d'un élevage avicole à NEUILLE PONT PIERRE, au lieu-dit "Les Aubépins"
- VU le récépissé de déclaration n° 12 665 du 21 juin 1985
- VU le rapport de l'inspecteur des installations classées en date du 08 novembre 1994
- VU l'avis favorable du Conseil départemental d'hygiène émis dans sa séance du 15 décembre 1994
- SUR proposition de M. le Secrétaire Général de la Préfecture

REPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté Égalité Fraternité

ARRETE

I. LOCALISATION ET CARACTERISTIQUES DES INSTALLATIONS

Article 1^{er} : Monsieur Alain HUCHOT demeurant au lieu-dit "Les Aubépins" à NEUILLE PONT PIERRE est autorisé à exploiter un élevage avicole de 22 500 dindes et dindons de chair, soit 67 500 équivalents animaux, installé à la même adresse.

Cet élevage relève de la rubrique n° 2111-1 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

Le récépissé de déclaration n° 12 665 du 21 juin 1985 devient sans objet.

Article 2 : Les installations seront implantées et réalisées conformément aux plans déposés lors de la demande d'autorisation et sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté.

Les bâtiments d'élevage et les installations de stockage des déjections sont implantés :

- * à au moins 100 m des habitations des tiers ou des locaux habituellement occupés par des tiers, des stades ou des terrains de camping agréés (à l'exception des terrains de camping à la ferme), ainsi que des zones destinées à l'habitation par des documents d'urbanisme opposables aux tiers,
- * à au moins 35 m des puits et 50 m des forages d'eau potable, des sources, des aqueducs en écoulement libre, de toute installation souterraine ou semi-enterrée utilisée pour le stockage des eaux, que les eaux soient destinées à l'alimentation en eau potable ou à l'arrosage des cultures maraîchères, des rivages, des berges des cours d'eau,
- * à au moins 200 m des lieux de baignade et des plages,
- * à au moins 500 m des piscicultures et des zones conchylicoles sauf dérogation liée à la topographie.

Les bâtiments d'élevage seront séparés les uns des autres par une distance d'au moins 10 m.

II. CONDITIONS D'AMENAGEMENT ET D'EXPLOITATION :

Article 3 : L'exploitation de l'élevage avicole se fera au sol sur litière accumulée avec évacuation et épandage immédiat en fin de période d'élevage de chaque bande de volailles d'engraissement .

Article 4 : Les murs et les cloisons des bâtiments sont imperméables et maintenus en parfait état d'étanchéité sur toute la hauteur susceptible d'être souillée.

A. Limitation des rejets

1/ Pollution de l'air

Article 5 : Réduction des émissions d'odeurs au niveau des bâtiments d'élevage. Toutes les parties des bâtiments seront convenablement ventilées. Toutes mesures efficaces notamment l'épandage de produits appropriés seront prises pour que le voisinage ne puisse être incommodé par les odeurs.

Article 6 : Prévention au niveau du stockage des déjections dans les bâtiments. Les litières et les fientes seront convenablement entretenues pour éviter le dégagement d'odeurs et de poussières.

Article 7 : Réduction des émissions d'odeurs au niveau du traitement des déjections.

Les déjections seront traitées par épandage sur des terres agricoles.

Les déjections seront épandues superficiellement et enfouies par un labour qui se fera rapidement au plus tard dans la journée qui suit l'épandage, sauf cas de force majeure.

2/ Pollution de l'eau

Article 8 : Les eaux pluviales non polluées ne sont pas mélangées aux eaux résiduaires et aux effluents d'élevage et peuvent être évacuées vers le milieu naturel ou vers un réseau particulier.

Article 9 : Les effluents et les déjections solides de l'exploitation incluant ceux de l'élevage avicole et ceux des autres activités d'élevage exercées au sein de cette exploitation sont soumis à une épuration naturelle par le sol et son couvert végétal, dans les conditions précisées ci-après.

Les apports azotés, toutes origines confondues, organique et minérale, sur les terres faisant l'objet d'un épandage, tiennent compte de la nature particulière des terrains et de la rotation des cultures. Ils ne peuvent en aucun cas dépasser les valeurs maximales suivantes :

- * sur prairies de graminées en place toute l'année (surface toujours en herbe, prairies temporaires en pleine production) : 350kg/ha/an,
- * sur les autres cultures (sauf légumineuses) : 200kg/ha/an,
- * sur les cultures de légumineuses : aucun apport azoté.

En aucun cas la capacité d'absorption des sols ne doit être dépassée, de telle sorte que ni la stagnation prolongée sur ces sols, ni le ruissellement en dehors du champ d'épandage, ni une percolation rapide vers les nappes souterraines ne puissent se produire.

Article 10 : L'épandage est interdit :

- * à moins de 50 m des points de prélèvement d'eau destinés à l'alimentation des collectivités humaines ou des particuliers,
- * à moins de 200 mètres des lieux de baignade et des plages,
- * à moins de 500 mètres des piscicultures et des zones conchylicoles sauf dérogation liée à la topographie,
- * à moins de 35 mètres des berges des cours d'eau,
- * pendant les périodes où le sol est gelé ou abondamment enneigé (exception faite pour les fumiers),
- * pendant les périodes de forte pluviosité,
- * en dehors des terres régulièrement travaillées et des prairies normalement exploitées,
- * sur les terrains à forte pente,
- * par aéro-aspiration au moyen de dispositifs qui génèrent des brouillards fins.

Article 11 : L'épandage des fientes de plus de 65% de matière sèche et des fumiers à moins de 100 m de toute habitation de tiers ou de tout local habituellement occupé par des tiers, des stades ou des terrains de camping agréés, à l'exception des terrains de camping à la ferme est suivi d'un enfouissement sous 24h.

Article 12 : Un cahier d'épandage est tenu à la disposition de l'inspecteur des installations classées. Il comporte les informations suivantes :

- * les dates d'épandage,
- * les volumes d'effluents et quantités d'azote épandus toutes origines confondues,
- * les parcelles réceptrices,
- * la nature des cultures,
- * le délai d'enfouissement.

L'épandage ne se fera que sur les parcelles retenues au plan d'épandage. Toute modification sera portée préalablement à la connaissance de l'inspecteur des installations classées pour accord.

3/ Prévention du bruit

Article 13 : L'installation sera construite, équipée et exploitée de façon que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits aériens ou vibrations mécaniques susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou constituer une gêne pour sa tranquillité.

Les prescriptions de l'arrêté ministériel du 20 Août 1985 relatif aux bruits aériens émis dans l'environnement par les Installations Classées lui sont applicables notamment en ce qui concerne les normes d'émission sonore en limite de propriété aux différentes périodes de la journée, la méthodologie d'évaluation des effets sur l'environnement des bruits émis par une ou plusieurs sources appartenant à ces installations et les points de contrôle qui permettront la vérification de la conformité de l'installation.

Article 14 : Les dispositions de l'arrêté du 20 août 1985 susvisé sont complétées en matière d'urgence par les dispositions suivantes :

Le niveau sonore des bruits en provenance de l'élevage ne doit pas compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou constituer une gêne pour sa tranquillité. A cet effet, son émergence doit rester inférieure aux valeurs suivantes :

Pour la période allant de 6 heures à 22 heures :

durée cumulée d'apparition du bruit particulier : T	émergence maximale admissible en dB (A)
T < 20 minutes	10
20 minutes < T < 45 minutes	9
45 minutes < T < 2 heures	7
2 heures < T < 4 heures	6
T > 4 heures	5

Pour la période allant de 22 heures à 6 heures :

Emergence maximale admissible : 3 dB (A) à l'exception de la période de chargement ou de déchargement des animaux.

L'émergence est définie par la différence entre le niveau de bruit ambiant lorsque l'installation fonctionne et celui du bruit résiduel lorsque l'installation n'est pas en fonctionnement.

Les niveaux de bruit sont appréciés par le niveau de pression continu équivalent L_{eq} .

L'émergence due aux bruits engendrés par l'installation reste inférieure aux valeurs fixées ci-dessus :

- * en tout point de l'intérieur des habitations riveraines occupées par des tiers ou des locaux riverains habituellement occupés par des tiers, que les fenêtres soient ouvertes ou fermées,
- * le cas échéant, en tout point des abords immédiats (cour, jardin, terrasse...) de ces mêmes locaux.

Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier qui peuvent être utilisés à l'intérieur de l'installation sont conformes à la réglementation en vigueur. Les engins de chantier répondent aux dispositions du décret du 18 avril 1969 susvisé.

Article 15 : Un écran végétal (haie ou arbres d'essences locales à l'exclusion de résineux) sera implanté à l'extrémité ouest des bâtiments selon un axe nord-sud, de manière à occulter la vue depuis l'habitation du tiers le plus proche et depuis la route nationale 138.

4/ Conditions d'hygiène

Article 16 : L'installation est maintenue en parfait état d'entretien.

Les locaux sont nettoyés et désinfectés en tant que de besoin.

L'exploitant lutte contre la prolifération des insectes et des rongeurs aussi souvent que nécessaire en utilisant des méthodes ou des produits autorisés. Il tient à la disposition de l'inspecteur des installations classées les plans de dératisation et de désinsectisation où sont précisés les rythmes et les moyens d'intervention.

Les produits de nettoyage, de désinfection et de traitement sont stockés dans des conditions propres à éviter tout déversement accidentel dans le milieu naturel.

Article 17 : Les animaux morts sont enlevés par l'équarrisseur ou détruits selon les modalités prévues par le code rural.

Ils sont stockés en attente de leur enlèvement dans une enceinte à température négative.

Le brûlage à l'air libre de cadavres est interdit.

Article 18 : Les aliments destinés à la nourriture des volailles sont entreposés dans un local clos réservé à cet usage ou en silo.

5/ Prévention des pollutions accidentelles

Article 19 : Prévention des incendies.

Les bâtiments seront construits en matériaux au minimum moyennement inflammables, la couverture étant en matériaux incombustibles. Les façades seront réalisées en maçonnerie enduites ou peintes en gris beige.

Le chauffage des éleveuses devra être assuré depuis une chaufferie isolée des locaux d'élevage par des cloisons en maçonnerie et n'ayant aucune communication avec eux, sauf emploi de chauffage au radiant gaz.

Les installations électriques seront réalisées selon les prescriptions de la norme C 15-100 relatives aux locaux humides présentant des risques d'incendie. L'installation électrique sera entretenue en bon état ; elle sera périodiquement contrôlée par un technicien compétent. Les rapports de contrôle seront tenus à la disposition de l'Inspecteur des Installations Classées.

L'équipement électrique des installations pouvant présenter un risque d'explosion doit être conforme à l'arrêté ministériel du 31 Mars 1980 portant réglementation des installations électriques des établissements réglementés au titre de la législation sur les installations classées susceptibles de présenter des risques d'explosion (J.O. - N.C. du 30 Avril 1980).

La mare d'une capacité de 250 m³ située sur l'exploitation servira de réserve d'incendie ; elle devra être aménagée et accessible par tous les temps aux engins de secours.

Article 20 : Les déchets de l'exploitation, et notamment les emballages sont stockés dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention des envols, des infiltrations dans le sol, des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement.

Ils sont éliminés ou recyclés conformément à la réglementation en vigueur.

Tout brûlage à l'air libre des déchets est interdit.

Article 21 : La présente autorisation cessera de porter effet si l'établissement n'a pas été mis en service dans un délai de trois ans à compter de la date du présent arrêté, ou encore si l'exploitation venait à être interrompue pendant deux années consécutives, sauf le cas de force majeure.

Article 22 : Tout transfert de l'établissement sur un autre emplacement, toute modification notable dans l'état des lieux non prévue sur les plans déposés auprès de la préfecture devra faire l'objet d'une nouvelle demande d'autorisation.

Dans le cas où l'établissement changerait d'exploitant, le successeur devra en faire déclaration au Préfet, dans le mois suivant la prise de possession.

Article 23 : Lors de la cession du terrain sur lequel a été exploitée l'installation soumise à autorisation, le vendeur sera tenu d'en informer par écrit l'acheteur. Il l'informe également, pour autant qu'il les connaisse, des dangers ou inconvénients importants qui résultent de l'exploitation. A défaut, l'acheteur a le choix de poursuivre la résolution de la vente ou de se faire restituer une partie du prix ; il peut aussi demander la remise en état du site aux frais du vendeur, lorsque le coût de cette remise en état ne paraît pas disproportionné par rapport au prix de vente.

Article 24 : L'autorisation faisant l'objet du présent arrêté est donnée sans préjudice de l'application de toutes les autres réglementations générales ou particulières dont les travaux ou aménagements prévus pourraient relever à un autre titre notamment dispositions relatives à l'hygiène et à la sécurité des travailleurs, permis de construire, permission de voirie, règlements d'hygiène...

Article 25 : Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 26 : Avant la mise en activité de l'établissement et au plus tard au terme du délai de deux ans imparti à l'article 22 ci-dessus, le pétitionnaire devra en rendre compte à l'inspecteur des installations classées.

Le pétitionnaire devra se soumettre à la visite de l'établissement par les agents désignés à cet effet.

Article 27 : Conformément aux dispositions de l'article 21 du décret du 21 septembre 1977, un extrait du présent arrêté énumérant les conditions auxquelles l'autorisation est accordée et faisant connaître qu'une copie en est déposée aux archives de la mairie, et mise à la disposition de tout intéressé, sera affiché à la porte de la Mairie de Neuillé Pont Pierre.

Un extrait semblable sera inséré par les soins du Préfet et aux frais de l'exploitant, dans deux journaux diffusés dans le département.

Article 28 : Délais et voie de recours (article 14 de la Loi n° 76-663 du 19 Juillet 1976 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement) : la présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif. Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur. Ce délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée.

Le délai de recours est de quatre ans pour les tiers. Le délai commence à courir à compter de la publication ou de l'affichage de la présente décision.

Article 29 : M. le Secrétaire Général de la Préfecture, M. le Maire de Neuillé Pont Pierre et M. l'Inspecteur des Installations Classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, d'assurer l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au pétitionnaire par lettre recommandée avec accusé de réception.

Fait à TOURS, le **30 DEC. 1994**

Pour ampliation
Le Chef du Bureau


S. SANCHEZ

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général



Jean-Luc VIDELAINE

